



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° • 56-2022-027**

PUBLIÉ LE 25 MARS 2022

Sommaire

5601_Préfecture et sous-préfectures / Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial SCoPPAT

- 56-2022-03-22-00001 - Arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant délégation de signature à M. Stéphane COCONNIER, directeur de la citoyenneté et de la légalité (4 pages)

Page 3

5602_Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) / Direction

- 56-2022-03-25-00001 - Arrêté préfectoral du 25 mars 2022 fixant l'état définitif des listes de candidats éligibles au conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan (4 pages)

Page 7

5602_Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) / Service Eau, Nature et Biodiversité (SENB)

- 56-2022-03-18-00002 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 mars 2022 portant arrêté cadre sécheresse (35 pages)

Page 11

5602_Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) / Service Urbanisme et Habitat (SUH)

- 56-2022-03-21-00004 - Arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation (1 page)

Page 46

5605_Direction départementale des finances publiques (DDFIP) / Ressource Humaine

- 56-2022-03-15-00005 - Fermeture exceptionnelle au public des Services de publicité foncière - DDFIP du Morbihan (1 page)

Page 47

Arrêté préfectoral du **22 MARS 2022**

portant délégation de signature à M. Stéphane COCONNIER,
directeur de la citoyenneté et de la légalité

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 19 mai 2021 portant nomination de M. Joël MATHURIN, préfet du Morbihan ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 20 août 2019, nommant M. Stéphane COCONNIER, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de la citoyenneté et de la légalité de la préfecture du Morbihan ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Morbihan ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRETE

Article 1: délégation de signature est donnée à M. Stéphane COCONNIER, directeur de la citoyenneté et de la légalité, à l'effet de signer, dans le cadre des attributions et compétences de sa direction, toutes décisions ou pièces à l'exception :

- des déférés au tribunal administratif en matière d'urbanisme et de contrôle de légalité, des déclinatoires de compétence et des arrêtés de conflit ;
- des saisines de la mission interministérielle d'enquête sur les marchés et de la chambre régionale des comptes ;
- des arrêtés de création, de modification de statuts, ou de suppression des établissements publics de coopération intercommunale ;
- des arrêtés de périmètre des projets de communautés d'agglomération et de communes, et d'autres établissements publics de coopération intercommunale ;
- des décisions d'attribution ou de refus des dotations de l'État aux collectivités et aux groupements intercommunaux ;
- du règlement des budgets et des mandatements d'office (y compris les mises en demeure) ;

- des procès verbaux de séance de la commission départementale de coopération intercommunale ;
- des décisions relatives à l'organisation des élections des organismes représentatifs de la fonction publique territoriale ;
- des décisions relatives à l'organisation des élections au comité des finances locales.

Article 2 : dans le cadre des attributions de la mission interministérielle du conseil juridique, délégation de signature est donnée à Mme Sandra FLUCK, attachée principale d'administration, cheffe de la mission, à l'effet de signer :

- les correspondances administratives avec les particuliers, les collectivités territoriales, les services de l'État dans le département, à l'exclusion des lettres aux parlementaires, ainsi que les lettres comportant une décision ou faisant grief ;
- les correspondances concernant la constitution des dossiers, la transmission et les bordereaux d'envoi de pièces.

Article 3 : dans le cadre des attributions du bureau des étrangers et de la nationalité, délégation de signature est donnée à Mme Catherine TONNERRE attachée d'administration hors classe, cheffe du bureau des étrangers et de la nationalité, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relatives aux matières relevant de son bureau et notamment les mémoires en réponse et en appel devant la juridiction administrative ainsi que les documents et décisions suivants :

Bureau des étrangers et de la nationalité

Pré accueil étranger

- remise des titres de séjour ;
- oppositions à sortie de territoire ;

Section séjour

- entrée et séjour des étrangers : les titres de séjour étrangers, ainsi que les documents de circulation pour étrangers mineurs ou titres d'identité républicain ; les refus de carte de résident, carte de séjour temporaire et carte pluriannuelle ; les visas pour étrangers ; les avis au titre de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour ; l'enregistrement de la demande d'échange de permis de conduire étranger ; la délivrance des autorisations de sortie du territoire pour les étrangers mineurs participant à un voyage scolaire ; les décisions de classement sans suite ;
- demandeurs d'asile : renouvellement des attestations de demandeurs d'asile – délivrance des titres de séjour et titres de voyage pour réfugiés ;
- naturalisations : signature des décisions et organisation des cérémonies de citoyenneté ;

Section éloignement.

- notification et mise en œuvre des arrêtés d'éloignement (obligations à quitter le territoire français avec ou sans délai de départ volontaire, les arrêtés de réadmission Schengen, les arrêtés portant interdiction de circulation sur le territoire français pour les ressortissants européens, les décisions distinctes fixant le pays de renvoi, les interdictions de retour, les suppressions de délai de départ volontaire) ;
- notification et mise en œuvre des décisions d'assignation à résidence, et de placement en rétention administrative, demandes de prolongation et de maintien en rétention administrative auprès du juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance ;
- saisines du juge des libertés et de la détention et de la cour d'appel en vertu des articles L 513-5, L 561-2 II et L 742-2 du CESEDA ;
- saisines des autorités consulaires étrangères ;
- les décisions relevant de la procédure Dublin III : les arrêtés de transfert et d'assignation à résidence, les arrêtés de placement, de prolongation et de maintien en rétention administrative, les saisines du JLD et de la Cour d'Appel pour le recours à la visite domiciliaire, les demandes de prolongation de rétention, la défense de la décision de placement, ainsi que les requêtes en appel ;

Section contentieux étrangers

- contentieux devant les juridictions judiciaires et administratives.

Article 4 : dans le cadre des attributions du bureau des réglementations et de la vie citoyenne, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Gaëlle RUNIGO, attachée d'administration, cheffe du bureau des réglementations et de la vie citoyenne, à l'effet de signer toutes correspondances courantes relatives aux matières relevant de son bureau et notamment les documents et décisions suivantes :

Bureau des réglementations et de la vie citoyenne

Section réglementation des activités commerciales et touristiques

- Secrétariat de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) et de l'observatoire départemental de l'aménagement commercial et contentieux se rapportant à cette matière ;
 - Classement des offices de tourisme, des communes touristiques et des stations classées de tourisme ;
 - Délivrance des cartes de guides conférenciers ;
 - Maîtres restaurateurs dont les arrêtés attribuant ce titre ;
 - Ventes au déballage ;
 - Réglementation du transport public particulier de personnes : taxis, voitures de transport avec chauffeur, 2-3 roues, dont la délivrance de cartes professionnelles ;
 - Réglementation funéraire dont les arrêtés d'inhumations, arrêtés d'inhumation dans les cimetières privés, arrêtés de prolongation de délais d'inhumation, arrêtés de prolongation des délais de crémation, arrêtés de transports de corps à l'étranger et d'habilitations des entreprises de pompes funèbres ;
 - Police des cimetières ;
 - Revendeurs d'objets mobiliers ;
 - Agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique à des personnes physiques ou morales inscrites au RCS
- Police de l'air (enregistrement et autorisation de survol en zone peuplée, hélistations-hélistations, plates-formes ULM, plates-formes ballons libres- montgolfières, lâchers de ballons/lanternes, usage aérien d'appareils d'enregistrement de données) et manifestations aériennes (hors grands rassemblements) ;

Section vie citoyenne

- Recensement de population ;
- Organisation des scrutins politiques et professionnels, révision des listes électorales (gestion des listes et désignation des délégués de l'administration), secrétariat des commissions de propagandes et de recensement des votes, gestion financière des élections, fixation des bureaux de vote ;
- Cartes d'identité des maires et adjoints ;
- Démissions des élus ;
- Tenue des tableaux des conseils municipaux de l'arrondissement de Vannes ;
- Contentieux électoral ;
- Consultations des déclarations de patrimoine des parlementaires ;
- Référendum d'initiative partagée ;
- Annonces judiciaires et légales ;
- Quêtes sur la voie publique ;
- Autorisations de travail le dimanche ;
- Jurys d'assises.

Article 5 : en cas d'absence ou d'empêchement du préfet ou du secrétaire général de la préfecture du Morbihan, M. Stéphane COCONNIER, directeur de la citoyenneté et de la légalité, pourra présider la commission départementale d'aménagement commercial du Morbihan.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER, Mme Anne-Gaëlle RUNIGO, cheffe du bureau des réglementations et de la vie citoyenne, pourra présider la commission départementale d'aménagement commercial du Morbihan.

Mme Catherine TONNERRE pourra signer les arrêtés d'éloignement, d'assignation à résidence et de placement en rétention.

Article 6 : en cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER, la délégation de signature sera exercée dans le cadre exclusif des attributions de leur bureau par :

- Mme Catherine TONNERRE, attachée d'administration hors classe, cheffe du bureau des étrangers et de la nationalité ;
- Mme Anne-Gaëlle RUNIGO, attachée d'administration, cheffe du bureau des réglementations et de la vie citoyenne ;
- Mme Hélène PACOUREAU, attachée d'administration hors classe, cheffe du bureau de l'intercommunalité et de l'urbanisme ;
- Mme Émilie PORCHER, attachée d'administration, cheffe du bureau du conseil et du contrôle de légalité et budgétaire ;
- Mme Sandra FLUCK, attachée principale d'administration, cheffe de la mission interministérielle du conseil juridique et du contentieux.

Article 7 : en cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER et de Mme Anne-Gaëlle RUNIGO, la délégation de signature qui leur est donnée sera exercée par Mme Joëlle DENIGOT, attachée d'administration et Mme Corinne BOUTET-DREAN, attachée d'administration au bureau des réglementations et de la vie citoyenne dans le cadre exclusif des attributions de ce bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER, de Mme Anne-Gaëlle RUNIGO et de Mme Joëlle DENIGOT, la délégation de signature qui leur est donnée sera exercée par Mme Christelle DANET, secrétaire administrative de classe normale, au bureau des réglementations et de la vie citoyenne dans le cadre exclusif des attributions de la section vie citoyenne.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER et de Mme Hélène PACOUREAU, la délégation qui leur est donnée sera exercée par Mme Myriam QUINTIN, attachée d'administration au bureau de l'intercommunalité et de l'urbanisme, dans le cadre exclusif des attributions de ce bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER et de Mme Emilie PORCHER, la délégation qui leur est conférée sera exercée par Mme Brigitte MEILLIER, attachée d'administration au bureau du conseil et du contrôle de légalité et budgétaire, dans le cadre exclusif des attributions de ce bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER et de Mme Catherine TONNERRE, la délégation de signature qui leur est accordée sera exercée par M. Sébastien DESHAYES, attaché principal d'administration, adjoint à la cheffe de bureau, Mme Lucie PETIT, attachée d'administration, et M. Raphaël CORTES, chef de la section séjour par intérim, dans le cadre exclusif des attributions de ce bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane COCONNIER et de Mme Sandra FLUCK, la délégation qui leur est conférée sera exercée par Mme Emilie PORCHER, cheffe du bureau du conseil et du contrôle de légalité et budgétaire.

Article 8 : l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 portant délégation de signature à M. Stéphane COCONNIER est abrogé.

Article 9 : M. Stéphane COCONNIER, Mme Catherine TONNERRE, Mme Hélène PACOUREAU, Mme Emilie PORCHER, Mme Sandra FLUCK, Mme Anne-Gaëlle RUNIGO, Mme Myriam QUINTIN, M. Sébastien DESHAYES, Mme Lucie PETIT, Mme Brigitte MEILLIER, Mme Joëlle DENIGOT, Mme Corinne BOUTET-DREAN, M. Raphaël CORTES et Mme Christelle DANET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le **22 MARS 2022**

Le préfet,



Joël MATHURIN



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Activités Maritimes

Arrêté préfectoral

fixant l'état définitif des listes de candidats éligibles au conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan

Le préfet du Morbihan,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret du 19 mai 2021 nommant monsieur Joël MATHURIN, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2021 fixant la liste des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins, leur ressort territorial, leur siège ainsi que le nombre de membres de leur conseil, et abrogeant l'arrêté du 17 mars 2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 2021, fixant le jour du scrutin des élections aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 constatant la clôture de la procédure d'établissement des listes électorales pour les élections du conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan ;

Vu le procès verbal de la commission électorale chargée de superviser le processus de renouvellement du conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan en date du 22 mars 2022 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'état définitif des listes de candidats au conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan pour le scrutin du 27 avril 2022 est établi par le présent arrêté.

Les listes de candidats régulièrement enregistrées font l'objet d'un état récapitulatif figurant en annexe.

Article 2 :

Le présent arrêté et son annexe font l'objet d'un affichage jusqu'au jour du scrutin inclus au siège de la commission électorale (1 boulevard Adolphe Pierre à Lorient), au siège du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan (13 boulevard Louis-Nail à Lorient), dans les locaux alréens de la direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan (34 rue du Danemark à Auray) et au siège de la direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest (2 boulevard Allard à Nantes).

Article 3 :

Le présent arrêté peut être contesté, dans les deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte, CS44416, 35044 Rennes Cedex. La même juridiction peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site : www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Vannes, le 25 mars 2022
Le préfet
Joël Mathurin

Annexe unique

État définitif des listes de candidats au conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins du Morbihan (scrutin du 27 avril 2022)

Collège des chefs d'entreprises de pêches maritimes et d'élevages marins Catégorie des chefs d'entreprise embarqués

Liste présentée par SNMPA-CGT :

Titulaires	Suppléants
LE DORIDOUR Rozenn	DIARD Gilles
MUIIN Antonio	MALCOSTE Johann

Liste présentée par SYMPA-CFDT :

Titulaires	Suppléants
LE FRANC Serge	AUDO Christophe
SAMSEOU Anthony	GUILLEVIN Christophe
LE BIHAN François	PORCHER James
HARBONNIER Sébastien	LE ROUX Gwendal
LE STRAT Jean Mary	GAUTER Stéphane
VILLENEUVE Mathieu	LE GURUN Simon
PHILIPPE Franck	LE ROUX Pierre-Marie
GERVIER Stéphane	GUENNEC Bertrand
JACOB Rémy	LE GURUN Olivier

Collège des chefs d'entreprises de pêches maritimes et d'élevages marins Catégorie des chefs d'entreprise non embarqués

Liste présentée par UAPF :

Titulaires	Suppléants
LE VISAGE Jean-Pierre	FAGEOT Romain

Collège des chefs d'entreprises de pêches maritimes et d'élevages marins Catégorie des chefs d'entreprise de pêche maritime à pied et récoltants

Liste présentée par SYMPA-CFDT/SNMPA-CGT :

Titulaires	Suppléants
MIGNERON Gabriel	LELONG François

Collège des équipages et salariés
Catégorie équipages et salariés

Liste présentée par FNSM-CGT :

Titulaire	Suppléante
DOCEUL Eric	PINNA Sylvia

Liste présentée par UFM-CFDT :

Titulaires	Suppléants
LE NEZET Olivier	LE MESTRE Nicolas
ROUX Sylvie	DAVID Vincent
KERZERHO Thierry	MORIO Benjamin
LE FRANC Agathe	LE CORE David
ORVOEN Loïc	LE ROI Emmanuel
JACOB Thierry Joseph	ARRIAL Clément
MOLLO Mario	CROCHARD Ludovic
RIBLER Pascal	ATTOUMANI Charafidine
LHYVER Arnaud	LE COUPANNEC Hugues
JARNO Christophe	LE BORGNE Mathieu
GIDOUIN Benoît	GAHINET Aurélien
PREVEL Eric	CAMENEN Bertrand

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant arrêté cadre sécheresse

LE PRÉFET DU MORBIHAN
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-3, L.211-8, L.214-18, L.215-1 et R.211-66 à R.211-70 ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2215-1 ;
- Vu** le Code civil, et notamment ses articles 640 à 645 ;
- Vu** le Code pénal, et notamment ses articles L.131-13 et R.610-1 ;
- Vu** le Code de la santé publique, et notamment son livre III ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 19 mai 2021 nommant M. Joël Mathurin, préfet du Morbihan ;
- Vu** la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;
- Vu** l'instruction du 27 juillet 2021 et son guide national annexé ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2015 ;
- Vu** l'arrêté d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne en date du 28 janvier 2022 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin du Scorff approuvé le 10 août 2015 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) des bassins de l'Ellé, Isole et Laita approuvé le 10 juillet 2009 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant du Blavet approuvé le 15 avril 2014 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel approuvé le 24 avril 2020 ;
- Vu** le plan d'adaptation au changement climatique adopté le 26 avril 2018 par le comité de bassin Loire-Bretagne
- Vu** l'avis des commissions locales de l'eau des SAGEs du bassin de la Vilaine, des bassins d'alimentation du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel, du bassin versant du Blavet, du bassin versant du Scorff, des bassins de l'Ellé, de l'Isole et de la Laita, respectivement en date du 17 décembre 2021, du 6 décembre 2021, du 13 décembre 2021, du 15 décembre 2021 et du 15 décembre 2021 ;
- Vu** la participation du public, effectuée du 17 novembre au 17 décembre 2021 inclus, prévue dans le cadre de la loi sur la participation du public ;
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 03 mars 2022.

CONSIDÉRANT les objectifs fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 18 novembre 2015 pour le bassin Loire-Bretagne ;

CONSIDÉRANT, qu'en application des orientations techniques de la lettre circulaire du 27 juillet 2021 et de son guide technique, il est nécessaire d'anticiper les situations de tension et de pénurie et de renforcer les actions de communication auprès des usagers ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 211-67 du Code de l'environnement permet au préfet la création d'une zone d'alerte pour un sous-bassin, bassin ou groupement de bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente, dans laquelle sont susceptibles d'être prescrites les mesures mentionnées à l'article R. 211-66 du même code ;

CONSIDÉRANT que des mesures provisoires de restrictions ou d'interdiction de certains usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L. 110-1 paragraphe II du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une connaissance permanente des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi hydrométrique de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne et les données issues du réseau de l'Observatoire National Des Étiages (ONDE) fournies par l'Office français de la biodiversité (OFB) ;

CONSIDÉRANT les relevés piézométriques transmis par le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) permettant d'appréhender la situation piézométrique dans le département ;

CONSIDÉRANT le bassin versant de l'Oust comme un bassin versant inter-départemental entre les Côtes d'Armor, l'Ille et Vilaine et le Morbihan au sens de la circulaire du 23 juin 2020, pour lequel le département coordonnateur est le Morbihan ;

CONSIDÉRANT la nécessité de veiller à la solidarité et à la coordination des mesures pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE L'ARRÊTÉ CADRE

Le présent arrêté cadre a pour objet d'anticiper les mesures de gestion et leurs modalités de mise en œuvre lors des situations de pénurie ou de sécheresse afin de préserver la ressource en eau.

Il définit des mesures de gestion progressives permettant de préserver in fine les usages prioritaires et les besoins des milieux naturels.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter d'atteindre le niveau de crise.

Pour cela, il :

- délimite les zones de gestion (de protection des milieux aquatiques et de protection de la production d'eau potable) dans lesquelles peuvent s'appliquer des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;
- fixe pour chacune de ces zones de gestion les seuils de référence pour le déclenchement des niveaux de sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise), à partir desquels des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des prélèvements s'appliquent ;
- précise les mesures de gestion applicables aux différents usages de l'eau lorsque les seuils de référence sont franchis ou que les observations du réseau ONDE le justifie ;
- définit la gouvernance nécessaire à la mise en œuvre de ces mesures ;
- comprend toute mesure en faveur de la protection des milieux et de la ressource en eau.

Le présent arrêté s'applique sur l'ensemble du département. Si un arrêté préfectoral cadre sécheresse inter-départemental existe, ce sont les dispositions de celui-ci qui s'appliquent sur le territoire concerné.

ARTICLE 2 : PÉRIODE D'APPLICATION

Le présent arrêté s'applique du 1^{er} avril au 30 novembre inclus. Si la situation l'exige, des mesures de limitation ou d'interdiction sont prises en dehors de cette période par arrêté préfectoral sur proposition du Comité de gestion de la ressource en eau en particulier en cas de valeurs anormalement basses ou de tendance à la baisse des indicateurs piézométriques ou des cotes de remplissage des retenues d'eau potable, au cours du premier trimestre de l'année civile.

ARTICLE 3 : DOMAINE D'APPLICATION

3.1 Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à tous les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (forages, puits, prélèvements en rivière, plan d'eau ou retenue connectés durant l'étiage).

Ces prélèvements ainsi que les activités utilisant de l'eau en provenance du réseau public font l'objet des mesures de restriction ou d'interdiction visées à l'article 11 sans indemnité de la part de l'État.

3.2 Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux prélèvements :

- d'eaux stockées dans les retenues étanches, déconnectées des ressources naturelles (cours d'eau, nappes, canaux) durant l'étiage, et remplies dans le respect des dispositions des SAGE concernés :

Périodes de remplissage	Nov.	Dec.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
Règle SAGE Blavet – Autorisation remplissage des nouveaux plans d'eau						
Règle SAGE Scorff – Autorisation remplissage des nouveaux plans d'eau						
Règle SAGE Vilaine – Autorisation remplissage de TOUS les plans d'eau existants et futurs, y.c. ceux de moins de 1000 m ²						
SAGE Golfe et EIL (règle et disposition) – Recommandation remplissage des nouveaux plans d'eau						

Les exploitants de ces retenues doivent être en mesure de justifier de la régularité et de la conformité de leur ouvrage. En outre, durant la période d'étiage (du 1^{er} avril au 30 novembre inclus), le cumul de prélèvements effectués à partir de ces retenues n'excède pas le volume maximum stockable ;

- d'eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées et stockés dans des aménagements réguliers ;
- d'eaux stockées de type REUT (réutilisation des eaux usées traitées) dans le respect de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : STATIONS DE RÉFÉRENCE SUR COURS D'EAU ET PIÉZOMÈTRES

Les stations de référence prises en compte dans le présent arrêté et disposant de seuils de gestion sont précisées sur la carte annexe 1.

Par ailleurs, le réseau départemental des piézomètres du BRGM sera utilisé comme indicateur précoce des risques de sécheresse ou des seuils de vigilance en les comparant aux valeurs normales de saison. Ils sont indiqués sur la carte annexe 1 bis.

ARTICLE 5 : DÉFINITIONS DES NIVEAUX DE GESTION

Quatre niveaux de gestion comportant des mesures progressives sont mis en œuvre en fonction de l'importance de la sécheresse.

La situation s'apprécie en fonction des valeurs seuils précisées à l'article 8 ou des constats effectués sur le terrain notamment à partir du réseau ONDE.

- **niveau 1 – situation de vigilance** : ce niveau implique des mesures de communication et de sensibilisation, sur l'ensemble du département, à l'attention de tous les usagers (particuliers, professionnels et collectivités) afin de les inciter à restreindre volontairement leur consommation. De plus, le préfet réunit le comité technique des producteurs d'eau potable ou le comité de gestion de la ressource en eau définis à l'article 7 du présent arrêté, pour faire un point sur la situation du département et les réseaux concernant le suivi quantitatif des milieux sont activés (BRGM, OFB, Conseil Départemental ...). **Ce niveau est déclenché lorsque les observations (ONDE, débits des cours d'eau, et si les prévisions pluviométriques à cinq jours ne sont pas nettement supérieures à l'EvapoTranspiration potentielle des plantes (ETP) du mois ramenée à la même durée) indiquent que le seuil d'alerte d'une des zones de gestion risque d'être atteint dans un délai de 10 jours. Ce seuil se situe a minima à 125 % de la valeur du seuil d'alerte.**
- **niveau 2 – situation d'alerte** : ce niveau déclenche les premières mesures de limitation de certains usages.
- **niveau 3 – situation d'alerte renforcée** : ce niveau renforce la limitation de certains usages et déclenche des mesures de suspension de certains usages pour éviter d'atteindre le niveau de crise.
- **niveau 4 – situation de crise** : à ce niveau, seuls les prélèvements répondant aux exigences des usages prioritaires précisés à l'article 10 restent autorisés sauf dérogations.

Pour tous les types de seuils, le constat de franchissement est conditionné au fait que les observations et les prévisions météorologiques fournies par Météo France permettent d'estimer que la situation constatée va perdurer. Toutes les mesures doivent être prises par anticipation pour éviter d'atteindre le niveau de crise.

ARTICLE 6 : RECUEIL DES DONNÉES ET PROCÉDURE

La direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) réalise un suivi a minima hebdomadaire de l'état de la ressource en eau (débits des cours d'eau, observation des cours d'eau, cotes piézométriques, hauteurs et /ou volumes d'eau des retenues d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)) afin de disposer des principaux éléments pouvant caractériser l'état des écoulements superficiels et des nappes souterraines sur chaque zone d'alerte du département. Le suivi de la situation hydrologique est assuré par la D.R.E.A.L., le suivi des nappes souterraines par le B.R.G.M. et la pluviométrie par Météo France.

Les niveaux des retenues d'eau potable utilisés comme seuils de référence du présent arrêté sont transmis à la DDTM par leurs gestionnaires de façon hebdomadaire du 15 mars au 15 novembre inclus de chaque année. La diffusion est mensuelle le reste de l'année. Ces derniers indiquent également tout événement inhabituel susceptible d'impacter le niveau et la qualité de la ressource et donc la pertinence de la prise en compte des mesures.

Le suivi complémentaire (fréquence des relevés portée à un toutes les deux semaines) du réseau d'observation des niveaux d'étiage (ONDE) est activé dès le franchissement du premier seuil de vigilance. L'Office français de la Biodiversité, responsable de ce suivi, procède aux relevés de terrain sur les points de référence identifiés localement.

Certains bassins disposent de stations ONDE dont les données pourront utilement aider à la prise de décision (carte annexe 1). Sur ces bassins, l'OFB caractérise et classe les écoulements en 4 catégories précisées dans le tableau ci-après.

Caractérisation OFB
Écoulement acceptable Correspond à une station présentant un écoulement continu, permanent et visible à l'œil nu
Écoulement visible faible (donnée disponible uniquement à l'échelle départementale) Correspond à une station sur laquelle il y a de l'eau et un courant visible mais le débit faible ne garantit pas un fonctionnement biologique
Écoulement non visible Correspond à une station sur laquelle le lit mineur présente toujours de l'eau mais le débit est nul
Assec Correspond à une station à sec, où l'eau est totalement évaporée

La Mission inter-service de l'eau et de la nature (MISEN) assure la coordination et la synthèse des informations. Si la situation l'impose, le classement d'une zone de gestion en état de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, est établi par arrêté préfectoral dont les dispositions sont consultables sur le site internet Propluvia : <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>, et sur le site internet des services de l'État du Morbihan (<http://www.morbihan.gouv.fr>)

ARTICLE 7 : GOUVERNANCE – COMITE TECHNIQUE DES PRODUCTEURS D'EAU POTABLE - COMITE DE GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

L'état de la ressource fait l'objet d'un suivi et d'un contrôle permanents par les services de l'État et les organismes publics. Au vu de l'évolution de la situation hydrologique et des niveaux de tension sur l'approvisionnement en eau potable des usagers, un arrêté préfectoral fixe le niveau de restriction adapté à chaque zone, ainsi que les mesures complémentaires éventuelles.

Les seuils de référence sont définis en fonction des débits critiques observés aux stations hydrologiques ou des cotes de retenues servant à l'alimentation en eau potable.

Comité de gestion de la ressource en eau

Un comité de gestion de la ressource en eau est une instance de débats et de décision qui se réunit à l'initiative du préfet, dès lors que le niveau de vigilance est atteint. Le département est alors placé dans son intégralité en vigilance.

Ce comité peut être saisi par le préfet pour donner des avis sur les mesures de limitation et d'interdiction provisoires des usages de l'eau et pour la levée des restrictions à prendre. Sa composition est indiquée en annexe 5. Ce comité s'appuie également sur les travaux conduits par les groupes de suivi « étiage » des SAGE Blavet et Ellé Isole Laïta.

En dehors des périodes du 1^{er} avril au 30 novembre inclus, si la situation l'exige, ce comité peut également se réunir afin de proposer des mesures de limitation ou d'interdiction en particulier en cas de pertinence des indicateurs piézométriques au premier trimestre ou des cotes de remplissage des retenues. Le cas échéant ces mesures sont entérinées par arrêté préfectoral.

Le comité peut être élargi aux autres structures concernées par les usages de l'eau, en fonction de la situation.

Comité technique des producteurs d'eau (CTPE)

Pour tenir compte de l'existence d'une sécurisation départementale de l'eau potable, **un comité technique des producteurs d'eau potable** est créé. Sous l'égide de la MISEN, il réunit les personnes responsables de la production d'eau potable, participant à/ou bénéficiant de la sécurisation départementale, la DDTM, l'ARS.

En cas d'alerte sur un point de suivi de la zone EDCH interconnectée (zone bleue sur la carte annexe 3), le comité technique procède à l'analyse multicritères de la situation et évalue son impact sur le maintien du service d'eau potable dans cette zone interconnectée bleue.

Le cas échéant, il propose au préfet de prendre un ou des arrêtés préfectoraux de restriction des usages, basée sur les tableaux de l'article 11 (mesures dites « EDCH » et « mixtes ») et dans une logique d'approche territorialisée d'application des mesures si nécessaire. En effet, il est précisé que les mesures « EDCH » dans la zone interconnectée s'appliquent aux communes ou usages dépendant du réseau d'interconnexion ou y participant.

Les indicateurs déclenchant la réunion du comité technique des producteurs d'eau potable, s'appuient sur les cotes des retenues d'eau potable ou sur les stations hydrologiques destinées au suivi d'une prise d'eau tout en tenant compte des réseaux d'interconnexion. Ces seuils sont établis dans les tableaux du paragraphe 8-2.

Les décisions prises par le préfet suite aux propositions du CTPE feront l'objet d'une information auprès des membres du CGRE.

Il est signalé que les indicateurs dans la zone interconnectée ne mentionnent qu'un seuil d'alerte et pas de seuils d'alerte renforcée ou de crise, car dès l'atteinte du seuil d'alerte d'une des ressources, le Comité technique des producteurs d'eau statue régulièrement sur les niveaux et capacités de remplissage des retenues ainsi que sur les interconnexions mobilisables pour pallier la situation. De ce fait, les propositions de ce comité sont faites en regard des niveaux d'alerte renforcée ou de crise des zones de gestion des milieux aquatiques pour proposer au préfet des mesures adaptées et cohérentes à mettre en œuvre.

ARTICLE 8 : DÉFINITION DES ZONES DE GESTION, INDICATEURS DE RÉFÉRENCE ET VALEURS SEUIL

Seuils de référence

Les seuils de référence pour estimer la « normalité » des débits des cours d'eau sont issus des données du SDAGE (points nodaux), de valeurs issues des SAGE, de seuils créés localement au vu de l'historique des données disponibles sur les stations hydrologiques et du réseau ONDE.

La gestion du risque de pénurie au niveau des retenues d'eau potable s'appuie sur les cotes NGF de hauteur d'eau et sur les volumes résiduels utiles en regard du débit des cours et des solutions apportées par les systèmes d'interconnexion entre outils de production d'eau potable en zone bleue.

Zones de gestion

Pour la préservation des milieux naturels : une zone de gestion constitue une entité hydrographique superficielle ou souterraine cohérente à l'échelle de laquelle des mesures de gestion ou des restrictions sont susceptibles d'être mises en œuvre. Il lui correspond toujours au moins une station de référence : station(s) hydrologique(s), niveau de retenue(s) d'eau potable, station(s) ONDE.

Pour le suivi des seuils de référence en vue de la préservation des milieux naturels, les zones de gestion sont identifiées en fonction des stations hydrologiques obligatoires du SDAGE (points nodaux), des stations ONDE, et des enjeux liés à la présence de réservoirs biologiques. Elles sont reportées sur la carte en **annexe 2**. Pour chaque zone de gestion « milieux naturels » il est défini un seuil de référence déclenchant l'alerte, l'alerte renforcée, et la crise. Ils sont précisés dans le tableau du paragraphe 8-1.

Pour la préservation de la ressource en eau potable (eaux destinées à la consommation humaine (EDCH)), les zones de gestion sont définies en fonction de leur connexion au réseau d'interconnexion ou pas.

Toutefois, il est mentionné que dans la zone interconnectée, toutes les communes ne sont pas bénéficiaires de ce réseau d'interconnexion et ne pourront en conséquence être secourues par ce réseau en cas de difficultés. Au besoin la situation de ces communes sera examinée.

Elles sont reportées en **annexe 3**. Pour chaque zone de gestion, il est défini (paragraphe 8-2) un seuil mensuel de référence ou une courbe de données référentes quotidiennes déclenchant l'alerte, l'alerte renforcée, et la crise.

8-1 – Zones de gestion pour les milieux naturels, stations hydrométriques et valeurs seuil associées (annexe 2)

Zones de gestion et zone nodale SDAGE*	Station de référence milieux	Seuil d'alerte Débits (m ³ /s)	Seuil d'alerte renforcée Débits (m ³ /s)	Seuil de crise Débits (m ³ /s)
La Vilaine aval*	La Vilaine au Pont de Cran DOE = 2,9 m ³ /s QMNA5 ref = 2,9 m ³ /s DSA = 1,3 m ³ /s DCR = 1,0 m ³ /s <i>Appui ONDE ruisseau de Kersempé et ruisseau de la Bouloterie</i>	2	1,3	1
L'Oust amont	L'Oust à Pleugriffet M/10 = 1,03 m ³ /s M/20 = 0,515 m ³ /s QMNA5 = 0,450 m ³ /s VCN5 1/5 = 0,280 m ³ /s L'Oust à Hémonstoir M/10 = 0,313 m ³ /s M/20 = 0,156 m ³ /s QMNA5 = 0,210 m ³ /s	0,515	0,450	0,280
L'Oust aval*	L'Oust à St Gravé M/10 = 2,30 m ³ /s M/20 = 1,15 m ³ /s QMNA5 = 0,65 m ³ /s DOE = 0,66 m ³ /s DSA = 0,6 m ³ /s DCR = 0,5 m ³ /s	1,15	0,65	0,5
L'Arz	L'Arz à Molac M/10 = 0,236 M/20 = 0,118 QMNA5 = 0,120 VCN5 1/5 = 0,081	0,120	0,1	0,081
La Claie	La Claie à StJean-Brévelay M/10 = 0,165 m ³ /s M/20 = 0,083 m ³ /s QMNA5 = 0,140 VCN5 1/5 = 0,073	0,140	0,1	0,073
L'Aff	L'Aff à Quelneuc M/10 = 0,271 m ³ /s M/20 = 0,136 m ³ /s QMNA5 = 0,027 m ³ /s VCN5 1/5 = 0,013 m ³ /s	0,060	0,042	0,027
L'Yvel	L'Yvel à Loyat M/10 = 0,22 m ³ /s M/20 = 0,11 m ³ /s QMNA5 = 0,009 m ³ /s	0,11	0,06	0,01
Littoral Le Loch et l'ensemble des 20 principaux fleuves côtiers	Le Loch à Brech M/10 = 0,272 m ³ /s M/20 = 0,136 m ³ /s QMNA5 = 0,180 m ³ /s VCN5 1/5 = 0,124 m ³ /s <i>Appui ONDE à partir des 7 stations côtières</i>	0,180	0,140	0,124
Le Blavet amont*	Le Blavet à Neillac M/10 = 1,139 m ³ /s QMNA5 = 1,8 m ³ /s DOE = 2 m ³ /s DSA = 2 m ³ /s DCR = 1,3 m ³ /s	2	1,8	1,3
L'Evel jusqu'à la	L'Evel à Guénin M/10 = 0,337 m ³ /s M/20 = 0,169 m ³ /s	0,136	0,060	0,028

confluence avec le Blavet (inclus le Tarun)	QMNA5 = 0,05 m³/s VCN5 1/5 = 0,028 m³/s			
Le Blavet aval*	Code BI 1 Le Blavet à Languidic (Pont Neuf) M/10 = 2,9 m³/s M /20 = 1,45 m³/s QMNA5 = 3,4 m³/s DOE = 3,4 m³/s DSA = 2,6 m³/s DCR = 1,9 m³/s	3,4	2,6	1,9
La Sarre	La Sarre à Melrand M/10 = 0,202m³/s M/20 = 0,101m³/s VCN5 1/5 = 0,184m³/s VCN5 1/10 = 0,177m³/s	0,202	0,184	0,177
Le Scorff*	Code point : Sc Le Scorff à Plouay (Pont Kerlo-Arzano) M/10 = 0,5 m³/s QMNA5= 0,57 m³/s DOE = 0,57 m³/s DSA= 0,5 m³/s DCR = 0,4 m³/s	0,630	0,540	0,450
L'Elle*	L'Ellé à Arzano DOE = 1,0 m³/s QMNA5 = 1,0 m³/s VCN5 1/5 = 0,687m³/s DSA = 0,7 m³/s DCR = 0,5 m³/s	1,0	0,784	0,63
L'Elle amont, l'Inam et l'Aer	L'Elle au Faouet (Grand-Pont) M/10 = 0,277 m³/s DMB=0,222 m³/s QMNA5 = 0,170 m³/s VCN5 1/5 = 0,102 m³/s	0,222	0,150	0,102
L'Inam	L'Inam au Faouet M/10 = 0,234 m³/s M/20 = 0,117m³/s QMNA5 = 0,220 m³/s VCN5 1/5 = 0,172 m³/s <i>Appui ONDE ruisseau du Moulin</i>	0,220	0,190	0,172

8- 2 – Modalités de gestion dans les zones de gestion pour prévenir un risque de pénurie d'eau potable

- Sur les zones d'alerte déconnectées, les restrictions prévues à l'article 11, (mesures EDCH ou « mixte ») s'appliquent sur le secteur en question si un seuil est déclenché ;
- Sur la zone d'alerte interconnectée (bleue), si un seuil est déclenché sur un bassin versant du territoire interconnecté, la situation sur les autres bassins versants du territoire interconnecté est évaluée par le comité technique des producteurs d'eau potable (par voie électronique ou en présentiel) pour envisager, ou non, des restrictions d'usages.

L'alerte renforcée en zone interconnectée, voire la crise, est déclenchée si besoin après réunion du comité technique des producteurs d'eau potable ou pour les usages « mixtes » sur constat, 3 jours consécutifs, d'un dépassement de seuil d'alerte renforcée ou de crise d'une station hydrologique d'une zone de gestion milieux aquatiques dans la zone interconnectée. Les mesures de restriction correspondant à ce niveau d'alerte renforcée ou de crise s'appliquent en cohérence avec les demandes de dérogation aux débits réservés. Aucune dérogation ne peut être accordée si des mesures de restriction du niveau d'alerte renforcée ne sont pas déjà mises en place.

Les limitations portent uniquement sur les usages de l'eau du réseau public d'alimentation en eau potable si les indicateurs des milieux aquatiques ne sont pas atteints. Les restrictions sont appliquées de façon uniforme sur toute la zone de gestion définie ; toutefois sur la zone interconnectée, des spécificités territorialisées pourront être appliquées si nécessaires. A minima, chaque entité responsable de la production et de la distribution d'eau met en œuvre une campagne d'information à destination des consommateurs d'eau potable, tant domestiques que professionnels, pour les inviter aux économies d'eau.

Les décisions prises par le préfet feront l'objet d'une information auprès des membres du CGRE.

Définition des débits seuils :

Zone de gestion interconnectée : le débit seuil d’alerte est fixé au VCN3 (débit moyen journalier minimal sur trois jours consécutifs) de fréquence quinquennale (courbe journalière orange). Pour les retenues d’eau potable, les cotes de retenues sont fixées pour déclencher l’alerte au 1^{er} du mois.

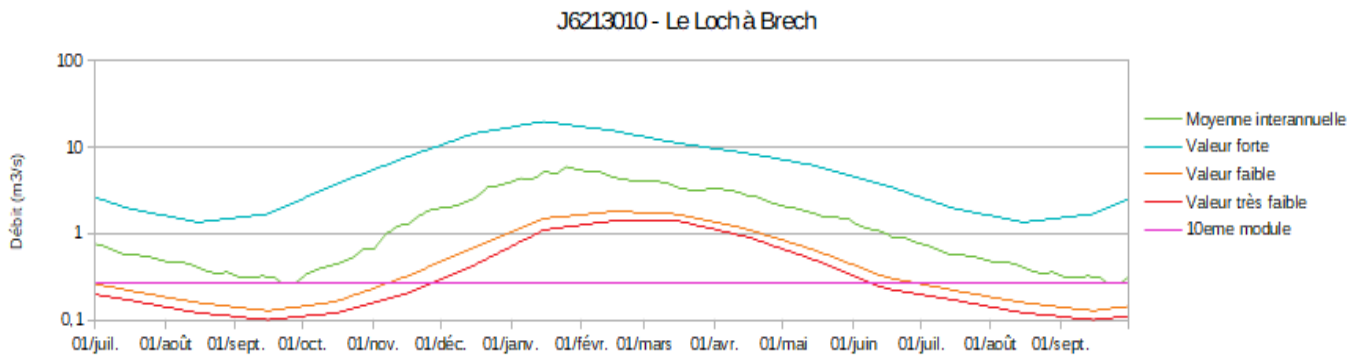
Zone de gestion non interconnectée (Roi Morvan Communauté) : débits seuils d’alerte, d’alerte renforcée fixés aux VCN3 (débit moyen journalier minimal sur trois jours consécutifs) de fréquence respectivement quinquennale, décennale (courbe journalière rouge), pour l’Ellé. Le seuil de crise est celui du VCN3 de fréquence vicennal. L’état d’alerte, alerte renforcée ou crise est déclenché si les seuils sont atteints simultanément aux deux points de suivi (Ellé au Faouët et volumes d’eau dans les Carrières de Gourin).

Lorsque ces seuils atteignent les seuils « milieux » en étiage, ce sont ces seuils qui sont pris en compte.

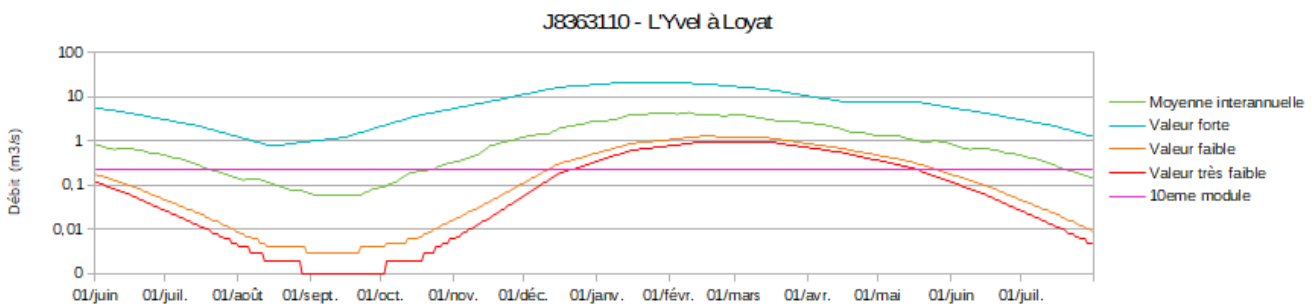
Les données sont celles de la banque Hydro (stations DREAL).

8-2-1 Seuils de référence en zone interconnectée : seuil d’alerte

Zone d’alerte (bleue)	Station Le Loch à Brech (en m³/s) – amont de la retenue de Tréauray
------------------------------	---

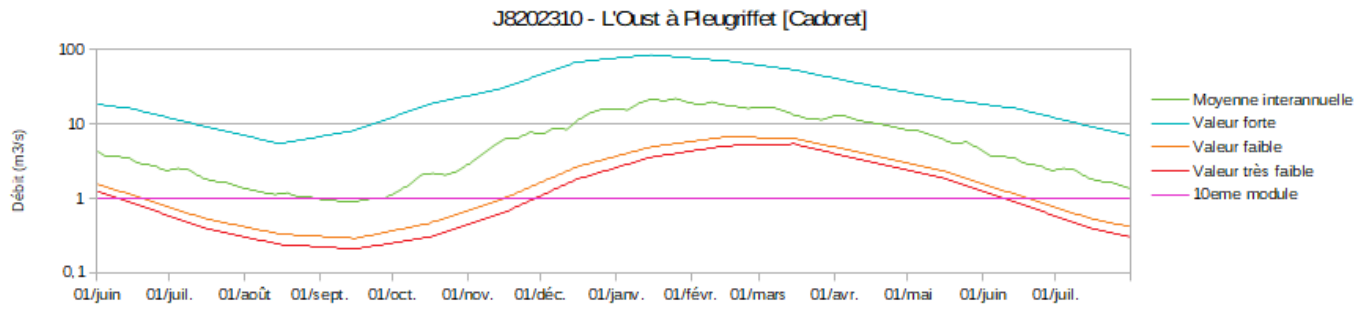


Zone d’alerte (bleue)	Station L’Yvel à Loyat (en m³/s) – amont du Lac au Duc
------------------------------	--



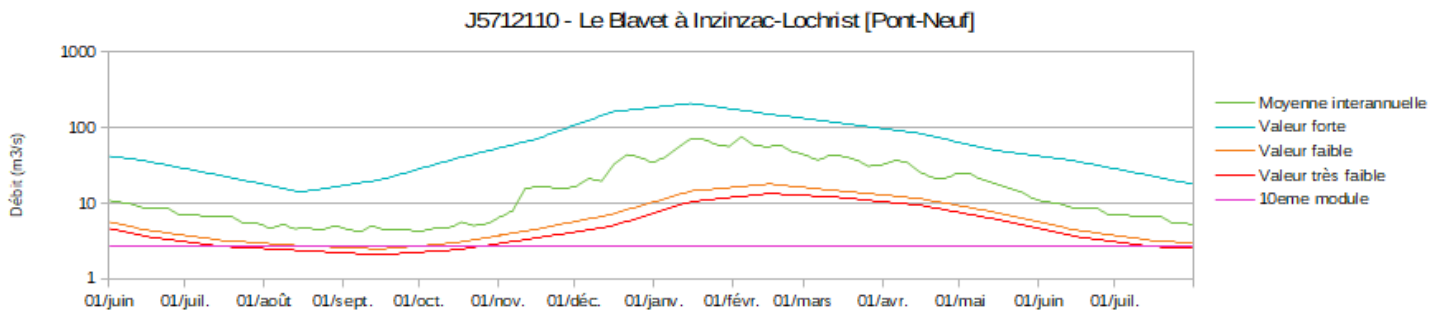
Zone d’alerte	Station L’Oust à Pleugriffet (en m³/s)
----------------------	--

(bleue)



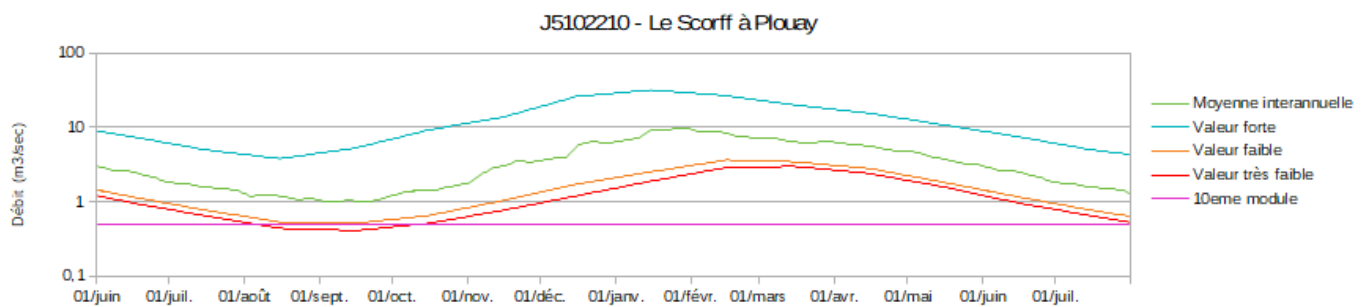
Zone d'alerte
(bleue)

Station Le Blavet à Inzinzac-Lochrist – Pont-Neuf (en m³/s)



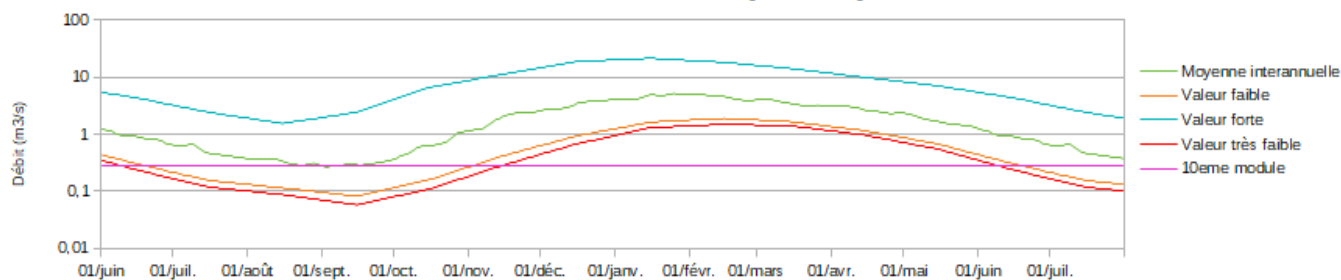
Zone d'alerte
(bleue)

Station Le Scorff à Plouay – Pont Kerlo (en m³/s)



8-2-2 Seuils de référence des cours d'eau en zone déconnectée

J4712010 - L'Ellé au Fauët [Grand Pont]



Zone d'alerte Z2	Volumes des carrières de Gourin pour le suivi du déstockage et du remplissage							
	mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	360 000	385 000	400 000	400 000	380 000	350 000	290 000	
alerte renforcée	340 000	370 000	390 000	380 000	350 000	320 000	270 000	
Seuil de crise	320 000	360 000	370 000	360 000	320 000	280 000	240 000	

8-2-3 Cotes des retenues d'eau potable en zone interconnectée : un seuil d'alerte mensuel

Zone d'alerte (bleue)	Cotes NGF de la retenue du Lac au Duc (en m)							
	mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	33,50	33,50	33,50	33,30	33,00	32,80	32,50	

Zone d'alerte (bleue)	Cotes NGF de la retenue de Tréauray (en m)							
	mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	19,00	19,00	19,00	19,00	18,70	18,30	17,50	

Zone d'alerte (bleue)	Cotes de la retenue de Noyal (en m)							
	mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	12,30	12,50	12,60	12,55	12,30	12,00	11,85	

Zone d'alerte (bleue)	Cotes NGF de Trégat (en m) <i>(repères au printemps pour le remplissage, et en été pour le déstockage)</i>							
	mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	64,00	63,50	63,50	62,00	61,00	59,00	56,50	

Zone d'alerte (bleue)	Cotes d'Arzal							

mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	-	-	1,85	1,85	1,80	1,75	1,70

Zone d'alerte (bleue)	Cotes NGF de Pen Mur						
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	6,25	6,25	6,25	6,25	6,20	6,00	5,80

8-2-4 Cotes des retenues d'eau potable en zone déconnectée : trois seuils d'alerte mensuels

Zone d'alerte	Volumes des retenues de Belle-Île (en m ³)						
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	740000	740000	700000	650000	550000	470000	4200000
alerte renforcée	700000	700000	650000	600000	500000	430000	380000
Seuil de crise	650000	650000	600000	550000	450000	380000	330000

Zone d'alerte	Volumes de la retenue d'Hoedic (en m ³)						
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	5 500	5 600	5 500	5 000	3 500	1 300	1 000
alerte renforcée	5 000	5 400	5 300	4 500	3 000	1 000	800
Seuil de crise	4 500	5 000	4 800	4 000	2 500	800	500

Zone d'alerte	Volumes de la retenue d'Houat (en m ³)						
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	9 000	11 000	11 500	11 000	7 500	4 500	3 500
alerte renforcée	8 000	10 000	10 500	10 000	7 000	3 500	2 500
Seuil de crise	6 000	8 000	9 000	9 000	6 000	2 500	1 500

Zone d'alerte	Cotes NGF de la retenue du Port Melin à Groix (en m)						
mois	1 ^{er} avril	1 ^{er} mai	1 ^{er} juin	1 ^{er} juillet	1 ^{er} août	1 ^{er} septembre	1 ^{er} octobre
Seuil d'alerte	19,5	19,5	19,5	19	18,5	17,0	-
alerte renforcée	18,5	18,5	18,5	18,5	17,5	15,0	-
Seuil de crise	18,0	18,0	18,0	18,0	17,0	0,0	-

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE DÉCLENCHEMENT ET DE LEVÉE DES MESURES

9-1 Modalités de déclenchement

Déclenchement de la vigilance (sur l'ensemble du département)

Dès lors que le seuil de vigilance est atteint pendant 3 jours consécutifs pour une seule ou plusieurs des stations de référence EDCH ou milieux aquatiques, l'état de vigilance est déclaré sur l'ensemble du département, par arrêté préfectoral.

Au premier semestre, l'état de vigilance peut également être déclenché si plus de 50 % des piézomètres du département ont un niveau inférieur à la normale.

En complément, le préfet peut déclencher la vigilance sur le département en fonction du remplissage des barrages en lien avec les producteurs d'eau et les gestionnaires des ouvrages (Comité technique des producteurs d'eau potable).

Déclenchement de l'alerte, l'alerte renforcée ou la crise sur une zone.

Dès lors que le seuil d'alerte est atteint pendant 3 jours consécutifs pour une seule ou plusieurs des stations de référence, la zone de gestion référente est déclarée en alerte sécheresse par arrêté préfectoral. Pour la zone interconnectée : cf. art. 8-2.

Si, dans une zone de gestion donnée, le niveau d'alerte renforcée est atteint sur une station de référence de la zone sur 3 jours consécutifs d'observation, la zone est déclarée en alerte renforcée sécheresse par arrêté préfectoral.

Si, dans une zone de gestion donnée, le niveau de crise est atteint sur une station de référence du secteur sur 3 jours consécutifs d'observation, la zone est déclarée en crise sécheresse par arrêté préfectoral.

Les décisions prises par le préfet feront l'objet d'une information auprès des membres du CGRE.

9-2 Levées totales ou partielles des mesures

Modification d'un arrêté d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur un secteur

Si, après une période continue d'une semaine, les seuils qui déclenchent l'alerte, l'alerte renforcée ou la crise ne sont plus franchis, le niveau de limitation des usages de l'eau est réduit d'un ou plusieurs niveaux, par arrêté préfectoral.

Abrogation d'un arrêté de vigilance

Si, après une période continue d'une semaine, les seuils qui déclenchent la vigilance ne sont plus franchis sur aucune station, l'état de vigilance est levé par arrêté préfectoral.

Le préfet peut adapter la liste et le contenu des mesures de l'article 11 en fonction des circonstances hydrologiques et météorologiques et de la période de l'année.

Dans les cas des stations de référence utilisant une mesure de débit en cours d'eau, la valeur quotidienne de débit retenue pour comparer aux valeurs de seuils est la moyenne journalière glissante sur 5 jours. La moyenne journalière glissante sur 5 jours correspond à la moyenne des débits quotidiens (mesurés ou calculés) disponibles pour les 5 derniers jours.

Les décisions prises par le préfet feront l'objet d'une information auprès des membres du CGRE.

ARTICLE 10 : DÉFINITION DES USAGES

Les usages prioritaires

On entend par usages prioritaires :

- l'alimentation en eau potable de la population (boisson, préparation alimentaire, hygiène alimentaire, hygiène corporelle, hygiène du logement). Dès lors, les lavages de façade, l'arrosage du jardin, le remplissage des piscines, le lavage de véhicule à domicile... ne sont pas des usages prioritaires ;
- la santé et la salubrité publique ;
- la sécurité civile.

Toutes les mesures doivent être prises afin de préserver in fine ces usages prioritaires ainsi que les besoins des milieux naturels (cours d'eau, zones humides, nappes souterraines).

Les usages non prioritaires

Les usages non prioritaires se répartissent en trois catégories :

- catégorie 1 : les usages professionnels y compris les ICPE et piscicultures ;
- catégorie 2 : les usages domestiques ;
- catégorie 3 : les usages publics.

Les différentes catégories d'usages non prioritaires sont détaillées en annexe 4.

ARTICLE 11 : DÉFINITION DES MESURES APPLICABLES PAR USAGE EN FONCTION DES NIVEAUX DE GESTION

Pour faciliter la lecture et l'applicabilité de l'arrêté, les usages sont numérotés de 1 à 31 de la catégorie 1 à la catégorie 3.

La mise en œuvre de chaque mesure est dictée par le franchissement d'un seuil en zone de gestion.

Les mesures de restriction d'usage ont pour objectif de préserver les usages prioritaires cités à l'article 10, à savoir la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine (EDCH) ou la protection des milieux naturels (MN). Cet objectif peut être mixte.

La troisième colonne du tableau de l'article 11 indique l'objectif de préservation de la mesure de restriction des usages non prioritaires. Pour une mesure donnée, si l'objectif est « MN » celle-ci s'applique sur les zones de gestion de la carte en annexe 2. Si l'objectif est « EDCH », la mesure s'applique sur les zones de gestion de la carte en annexe 3. Si l'objectif est « mixte », les mesures sont territorialisées en fonction des tensions observées.

CATÉGORIE 1 : USAGES PROFESSIONNELS

		EDCH ou MN	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)	
n°	Usages agricoles		Mesures				
1	Irrigation agricole des grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après	MN	<p>Pour tout le département</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communication grand public et élus - Mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations 	Interdiction de 10 h à 20 h	Interdiction	Interdiction	
2	Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industrie, plantes aromatiques), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	MN		<p>Interdiction de 11h à 18h</p> <p>sauf</p> <p>Irrigation des cultures par des enrouleurs électropilotés et une technique d'aide au pilotage de l'irrigation (notamment les sondes capacitives) :</p> <p>Réduction volontaire des consommations</p>	<p>Interdiction de 9h à 20 h</p> <p>sauf</p> <p>Irrigation des cultures par des enrouleurs électropilotés et une technique d'aide au pilotage de l'irrigation (notamment les sondes capacitives)</p> <p>Réduction volontaire des consommations</p>	<p>Interdiction ou sur décision du préfet : mesures d'alerte renforcée,</p>	
3	Cultures maraîchères, horticulture, vergers, petits vergers), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	MN		<p>Interdiction de 11h à 18h</p> <p>sauf</p> <p>Irrigation des cultures par systèmes d'irrigation localisés (petits enrouleurs, gouttes à gouttes, micro-aspersion) :</p> <p>Réduction volontaire des consommations</p>	<p>Interdiction de 9h à 20 h</p> <p>sauf</p> <p>Irrigation des cultures par systèmes d'irrigation localisés (petits enrouleurs, gouttes à gouttes, micro-aspersion) :</p> <p>Réduction volontaire des consommations</p>		
4	Irrigation agricole des serres en verre dont horticulture sous serre et cultures de jeunes plants sous tunnel en verre ou en pépinière	MN		Réduction volontaire des consommations	<p>Interdiction sauf : Utilisation d'un outil d'aide au pilotage de l'irrigation</p> <p>Ou</p> <p>Réduction des consommations a minima de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne, interannuelle sur la période considérée, hors mesures de restriction.</p>		
5	Besoins des sites d'élevage (hygiène, abreuvement)	mixte		<i>Pas de limitation sauf arrêté spécifique</i>			

		EDCH ou MN	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
n°	Autres usages professionnels		Mesures			
6	Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques, artisanat (y compris le lavage des bâtiments),	mixte	Pour tout le département – Communication grand public et élus – Mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Réduction(*) a minima de 5 % de la consommation hebdomadaire moyenne, interannuelle calculée sur les 5 dernières années sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction	Réduction(*) a minima de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne, interannuelle calculée sur les 5 dernières années sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction.	Réduction a minima de 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne interannuelle, calculée sur les 5 dernières années, sur la période d'application des mesures de restriction, hors mesures de restriction, pouvant aller jusque l'arrêt des prélèvements sur décision du préfet motivée par les usages EDCH ou l'état du milieu naturel.
			Relevé des compteurs à fréquence mensuelle	Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle	Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle	Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle
			bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application des mesures de réduction de la consommation d'eau			
<p>(*) cadre général d'application sauf si :</p> <p>— l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, ou</p> <p>— l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en œuvre, ou</p> <p>— l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).</p>						
7	Usages de l'eau non nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques)	mixte	Pour tout le département – Communication grand public et élus – Mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdiction de 10 h à 20 h	Interdiction	Interdiction
8	Arrosage des parcours de golf conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024	mixte		Interdiction de 8 h à 20 h de façon à diminuer le volume hebdomadaire de 15 à 30 %	Interdiction	Interdiction
9	Arrosage des greens et départs de golf conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024	mixte		Auto-limitation des prélèvements au strict nécessaire Un registre de prélèvement pour l'irrigation est rempli hebdomadairement	Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction totale en cas de pénurie d'eau potable
10	Stations de lavage et carénage	mixte		Interdiction à l'exception d'une piste de lavage haute-pression par station disposant d'un recyclage	Interdiction à l'exception d'une piste de lavage haute-pression par station disposant d'un recyclage	Interdiction sauf lavages réglementaires et sanitaires

11	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	MN
12	Usages de l'eau à destination des piscicultures ne disposant pas de mesures spécifiques dans leur arrêté d'autorisation	MN
13	Autres usages professionnels non cités. Ex : Arrosage des pistes et des carrières de centre équestre, parcs aquatiques	mixte

Interdiction	Interdiction	Interdiction
Auto-limitation des prélèvements au strict nécessaire et mesures préventives Rationnement de l'aliment à l'acceptabilité du milieu. Renforcement de la surveillance des eaux restituées	Auto-limitation des prélèvements au strict nécessaire Rationnement de l'aliment à l'acceptabilité du milieu Renforcement de la surveillance des eaux restituées	Réduction des volumes d'eau moins 60 % motivée par les usages EDCH ou l'état du milieu
Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction	Interdiction

CATÉGORIE 2 : Usages domestiques

		EDCH ou MN	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
n°	Usages des particuliers		Mesures (au-delà des prescriptions déjà imposées par les arrêtés préfectoraux individuels notamment le respect du débit réservé)			
14	Arrosage des potagers	mixte	Pour tout le département – Communication grand public et élus – Mise en vigilance du territoire — Réduction volontaire des consommations	Interdiction de 10 h à 20h	Interdiction de 8h à 20 h	Interdiction
15	Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers	EDCH		Interdiction de 8 h à 20h	Interdiction	
16	Remplissage des piscines privées (y compris piscines hors-sol)	EDCH		Interdiction (sauf 1 ^{ère} mise en eau des piscines enterrées)	Interdiction	
17a	Nettoyage des véhicules et des bateaux	mixte		Interdiction (sauf dans les stations de lavage professionnelles disposant d'un recyclage conformément à l'usage n°10)		
17b	Parcours de golf	mixte		Cf. usages 8 et 9 conformément à l'accord cadre golfs et environnement 2019-2024		
17c	Greens et départs de golf	mixte				
18	Nettoyage des façades, murs, toits, terrasses...	mixte		Interdiction	Interdiction	Interdiction
19	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	MN		Interdiction	Interdiction	Interdiction
20	Autres usages des particuliers non cités ci-avant	mixte		Interdiction	Interdiction	Interdiction

CATÉGORIE 3 : Usages publics

		EDCH ou MN	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
n°	Usages des collectivités		Mesures			
21	Remplissage piscines publiques	EDCH	Pour tout le département – Communication – Réunion du CGRE – Mise en vigilance accrue du territoire	Interdiction (sauf 1 ^{ère} mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire)		
22	Arrosage des espaces verts	mixte		Interdiction de 08 h à 20 h sauf pour les plantations de pleine terre de moins de 1 an		Interdiction
23	Arrosage des terrains de sport	mixte				
24	Arrosage des massifs de fleurs	mixte				
25	Nettoyage voirie	mixte		Interdiction sauf raison sanitaire et sécurité routière		
26	Alimentation des fontaines publiques (par réseau)	EDCH		Interdiction sauf circuit fermé		
27	Douches de plage	EDCH		Interdiction		
28	Parcours de golf	mixte		Cf. usages 8 et 9 conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024 et adaptation locale		
29	Greens et départs de golf	mixte				
30	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	MN		Interdiction	Interdiction	Interdiction
31	Autres usages publics non cités ci-avant	mixte	Interdiction de 8 h à 20 h	Interdiction	Interdiction	

ARTICLE 12 : MANŒUVRE DES OUVRAGES SUR COURS D'EAU

Sans préjudice des règlements d'eau en vigueur, les règles suivantes s'appliquent.

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables			
	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Gestion des écluses de navigation	Néant	Regroupement des bateaux pour limiter les manœuvres ayant une incidence sur la ligne d'eau ou sur le débit du cours avec un objectif de mise en attente des bateaux d'une heure	Regroupement des bateaux pour limiter les manœuvres ayant une incidence sur la ligne d'eau ou sur le débit du cours avec un objectif de mise en attente des bateaux de 2 heures	limitation au strict minimum des manœuvres voire arrêt de la navigation
Gestion des autres ouvrages liés à la navigation (barrages)	En dehors des manœuvres éventuelles nécessaires pour garantir le mouillage théorique et le tirant d'air disponible sous les ouvrages d'arts, les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau			
Gestion des autres ouvrages	Les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau			

Les manœuvres d'ouvrages sont soumises à une autorisation du service police de l'eau sauf si elles sont nécessaires :

- au respect de la cote légale de la retenue,
- à la protection contre les inondations des terrains riverains situés en amont,
- à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont et au soutien d'étiage,
- ou si un règlement d'eau traduit par arrêté préfectoral, spécifie des règles de gestion en période d'étiage.

ARTICLE 13 : REJETS DANS LES MILIEUX NATURELS

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables dès franchissement		
	du seuil d'alerte	du seuil d'alerte renforcée	du seuil de crise
Vidange des plans d'eau	Interdite sauf autorisation expresse pour les usages commerciaux (plan d'eau piscicole déclaré)		
Travaux en rivière	Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Obligation de respecter le débit réservé à l'aval des travaux.	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé , sauf dérogation accordée dans le cadre de l'autorisation délivrée par la police de l'eau.	
DFCI : Reconnaissance opérationnelle du SDIS	Autorisée avec utilisation modérée de l'eau	Autorisée sans utilisation d'eau	
DFCI : Contrôles techniques, purges, tests poteau	Interdit sauf nécessité de service	Interdit	
DFCI : Remplissage des bâches	Autorisé		
Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux	Les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution à la DDTM, service en charge de la police de l'eau.		
Rejets industriels	Les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution aux services en charge des ICPE et à la DDTM		

ARTICLE 14 : DÉBITS RÉSERVÉS

Il est rappelé que, conformément à l'article L.214-18 du Code l'Environnement et indépendamment de tout arrêté lié à la sécheresse, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux doit être respecté.

Lorsque le débit d'un cours d'eau descend en dessous du dixième du module, tout prélèvement dans le cours d'eau est interdit sauf si l'arrêté d'autorisation ou le règlement d'eau prévoit des modalités spécifiques en lien avec le caractère hydrologique exceptionnel du cours d'eau en question.

Les débits des cours d'eau du département sont consultables sur le site :
<http://www.hydrologie-bretagne.fr/>

Lorsqu'un secteur est placé en situation d'alerte renforcée ou de crise, les collectivités compétentes peuvent demander à bénéficier, par arrêté préfectoral, des dérogations aux débits réservés fixés dans les autorisations de captages d'eau potable ou le règlement d'eau des barrages utilisés pour la production d'eau potable.

Les demandes de dérogations sont à adresser à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. L'absence de réponse dans un délai de trois semaines vaut décision de rejet.

ARTICLE 15 : MODALITÉS D'APPLICATION PARTICULIÈRES

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aussi bien aux pompages fixes que mobiles, permanents ou temporaires.

Tout prélèvement doit disposer d'un moyen de mesure ou d'évaluation des volumes prélevés approprié. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau homologué.

Le retrait des pompes mobiles des cours d'eau est obligatoire pendant les périodes d'interdiction sans dérogation horaire à partir du niveau d'alerte renforcée.

Lorsqu'une commune est située sur plusieurs zones de gestion (cf. annexe 6), ce sont les mesures les plus restrictives qui s'appliquent.

ARTICLE 16 : MESURES EXCEPTIONNELLES ET DÉROGATOIRES

Les règles mentionnées au présent arrêté ne limitent en rien les mesures exceptionnelles collectives ou individuelles qui pourraient être prises pour faire face à une situation particulière (menace ou conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie).

En particulier, si les exigences de l'alimentation en eau potable de la population sont menacées, en cas de pénurie sur un captage d'eau potable lié à des prélèvements en rivière ou dans des forages voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures sont prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et de la distribution d'eau potable et peuvent conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements impactants.

Exceptionnellement, des dérogations peuvent être envisagées au cas par cas, si la situation le justifie et sous réserve de la disponibilité de la ressource.

Les demandes de dérogations sont à adresser à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer. Devront être précisés : le volume demandé, l'usage, le cas échéant le type de culture, l'identification des îlots concernés, la technique d'irrigation, les disponibilités alternatives au prélèvement dans les cours d'eau et l'autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau. L'instruction des demandes de dérogation sera réalisée par le service en charge de la police de l'eau au sein de la MISEN.

Les dérogations sont prises par arrêté préfectoral ou courrier. Elles sont communiquées aux membres du comité de gestion de la ressource en eau. Une absence de réponse aux demandes de dérogations sous 14 jours à compter du dépôt vaut rejet.

ARTICLE 17 : CONTRÔLES ET SANCTIONS

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies par le présent arrêté et sur la bonne application des règles de prélèvement. Il ne doit donc pas être fait obstacle ou entrave à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'environnement sous peine de poursuites judiciaires réprimées par l'article L.173-4.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau et des dispositions prescrites par le présent arrêté est puni de la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du Code de l'environnement.

ARTICLE 18 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Morbihan et affiché dès réception dans les mairies concernées.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES Cedex, ou dématérialisé par l'application Télérecours citoyen accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 19 : EXÉCUTION

- le secrétaire général de la préfecture,
- les sous-préfets des arrondissements de Lorient, Pontivy,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, la directrice de la délégation départementale du Morbihan de l'agence régionale de santé Bretagne, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan, le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Morbihan, le commandant du groupement de gendarmerie du Morbihan, le directeur départemental de la sécurité publique du Morbihan, le chef du service départemental d'incendies et des secours du Morbihan, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,
- le président du conseil régional de Bretagne,
- le président du conseil départemental du Morbihan,
- les maires des communes et les présidents des EPCI du département du Morbihan,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures.

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies et adressé pour information au préfet Coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne ainsi qu'aux Présidents des Commissions Locales de l'Eau des SAGE du bassin de la Vilaine, du Blavet, du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Etel, du Scorff, de l'Ellé Isole Laïta.

Vannes, le 18 mars 2022

Le préfet,
Joël MATHURIN

ANNEXE 1 : carte des points de suivi (stations hydrologiques et retenues EDCH pertinentes)

ANNEXE 1 bis : carte des piézomètres

ANNEXE 2 : Zones de gestion pour la préservation des milieux aquatiques

ANNEXE 3 : Zones de gestion pour la préservation de la ressource en eau potable

ANNEXE 4 : tableau détaillé des usages non prioritaires

ANNEXE 5 : composition du CGRE

ANNEXE 6 : liste des communes par zone de gestion

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet de l'arrêté cadre

ARTICLE 2 : Période d'application

ARTICLE 3 : Domaine d'application

ARTICLE 4 : Stations de référence sur cours d'eau et piézomètres

ARTICLE 5 : Définition des niveaux de gestion

ARTICLE 6 : Recueil des données et procédure

ARTICLE 7 : Gouvernance – comité de gestion de la ressource en eau et comité technique des producteurs d'eau potable

ARTICLE 8 : Définition des zones de gestion, indicateurs de référence et valeurs seuils

ARTICLE 9 : Modalités de déclenchement et de levée des mesures

ARTICLE 10 : Définition des usages

ARTICLE 11 : Définition des mesures applicables par usage en fonction des niveaux de gestion

ARTICLE 12 : Manœuvre des ouvrages sur cours d'eau

ARTICLE 13 : Rejets dans les milieux aquatiques

ARTICLE 14 : Débits réservés

ARTICLE 15 : Modalités d'application particulières

ARTICLE 16 : Mesures exceptionnelles et dérogatoires

ARTICLE 17 : Contrôles et sanctions

ARTICLE 18 : Voies et délais de recours

ARTICLE 19 : Exécution

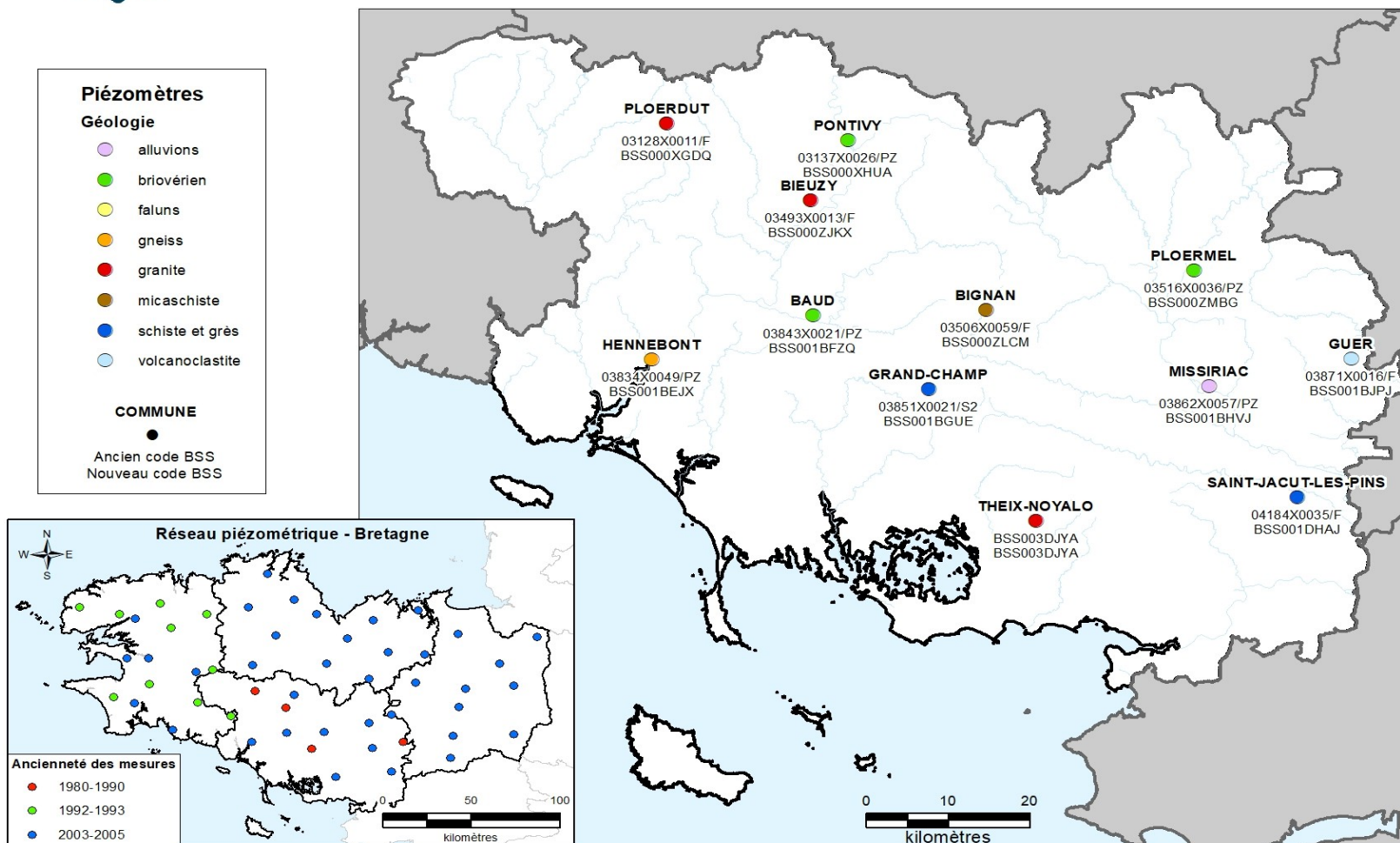
Annexe 1 : stations hydrologiques et retenue pertinentes pour le suivi



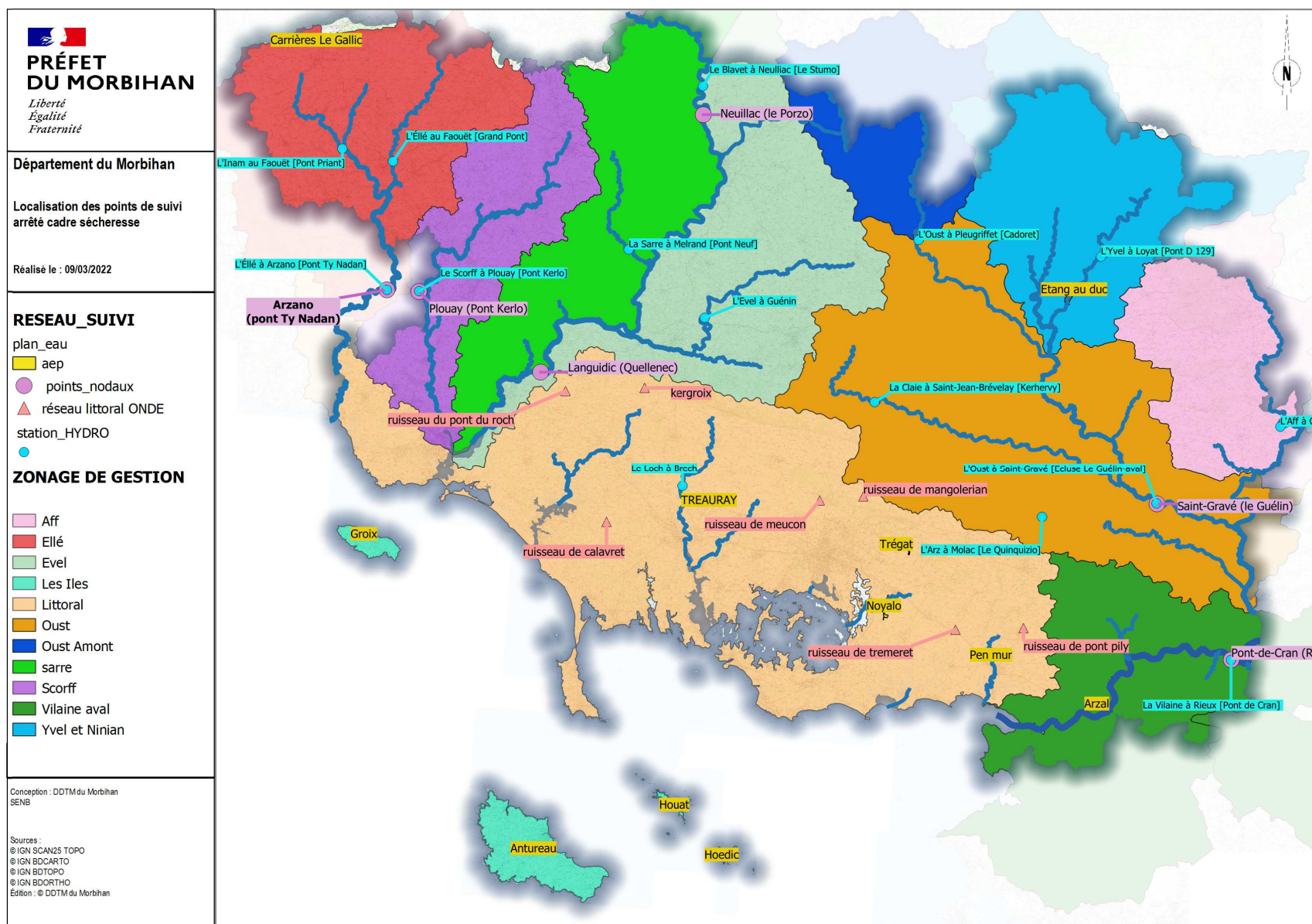
Annexe 1bis : Carte des piézomètres



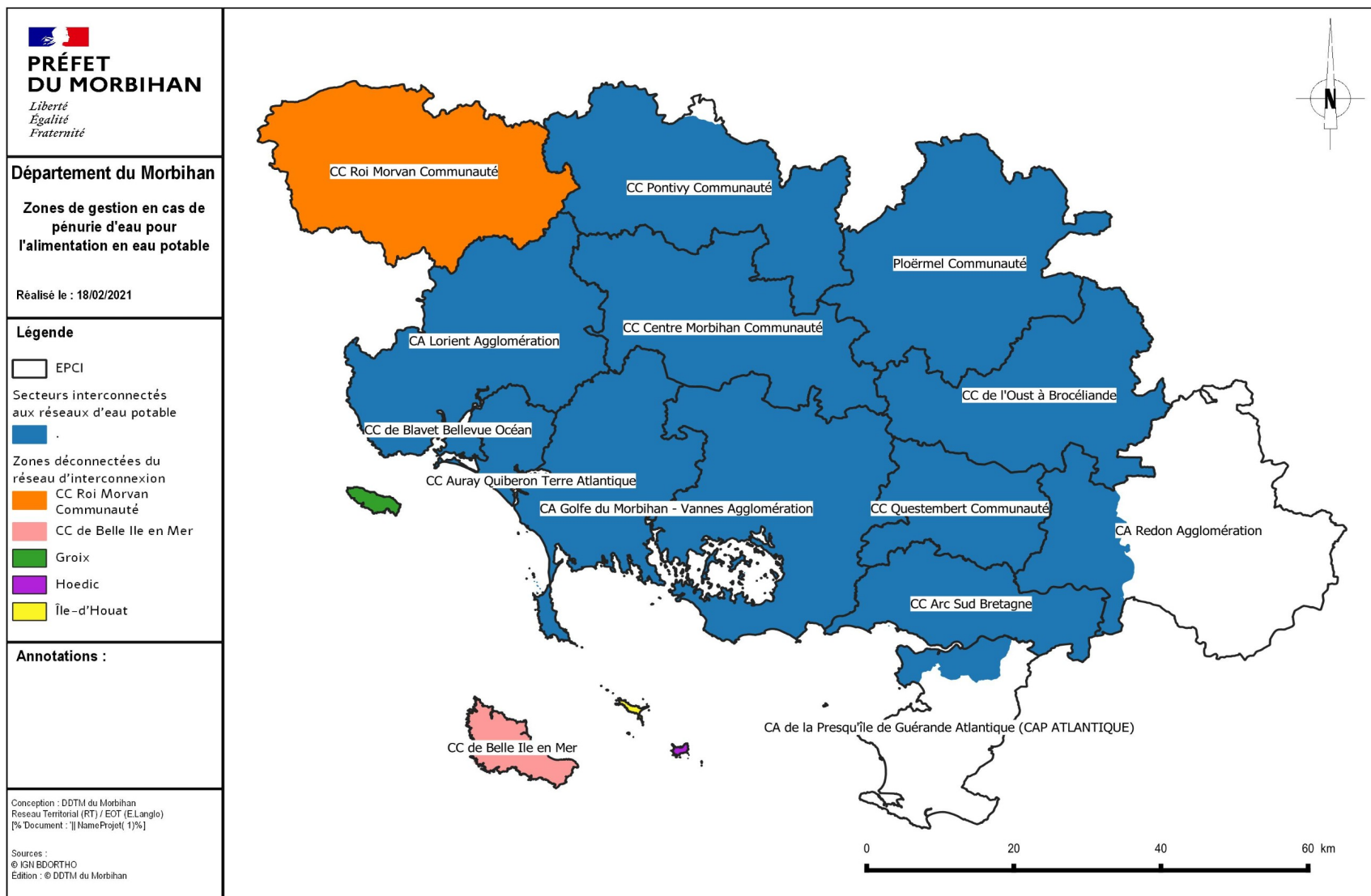
Réseau piézométrique - Morbihan



Annexe 2 : zones de gestion pour la préservation des milieux aquatiques



Annexe 3 : Zones de gestion pour la préservation de la ressource en eau potable



Annexe 4 : tableau des usages non prioritaires listés à l'article 10

Catégorie 1 : Usages professionnels		
Catégories d'usages	n°	Description des usages
Usages agricoles	1	Irrigation agricole des grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après
	2	Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industrie, maraîchage diversifié, plantes aromatiques, horticulture, vergers, petits vergers), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante
	4	Irrigation agricole des serres dont horticulture sous serre et cultures de jeunes plants sous tunnel ou en pépinière et petits maraîchages
	5	Besoins des sites d'élevage (hygiène, abreuvement)
	6	Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat (y compris le lavage des bâtiments), ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques)
Autres usages professionnels	7	Usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE)
	8	Arrosage des parcours de golf
	9	Arrosage des green et départ de golf
	10	Station de lavage et carénage
	11	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau
	12	Usage de l'eau à destination des piscicultures
	13	Autres usages professionnels non cités. Ex : Arrosage des pistes et des carrières de centre équestre, parcs aquatiques

Catégorie 2 : Usages domestiques		
Catégories d'usages	n°	Description des usages
Usages des particuliers	14	Arrosage des potagers
	15	Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers
	16	Remplissage des piscines privées (y compris piscines hors-sol)
	17-a	Nettoyage des véhicules et bateaux
	17-b	Parcours de golf
	17-c	Greens et départs de golf
	18	Nettoyage des façades, murs, toits, terrasses...
	19	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau
	20	Autres usages des particuliers non cités ci-avant

Catégorie 3 : Usages publics		
Catégories d'usages	n°	Description des usages
Usages des collectivités publiques	21	Remplissage des piscines publiques
	22	Arrosage des espaces verts
	23	Arrosage des terrains de sports
	24	Arrosage des massifs de fleurs
	25	Nettoyage voiries (places, trottoirs, caniveaux...)
	26	Alimentation des fontaines publiques
	27	Douches de plage
	28	Arrosage des parcours de golf
	29	Arrosage des green et départ de golf
	30	Remplissage des plans d'eau
	31	Autres usages des collectivités publiques non cités ci-avant

Annexe 5 : composition du CGRE

Service et établissements publics de l'État
Préfecture du Morbihan
Sous préfecture de Pontivy
Sous préfecture de Lorient
Direction régionale de Météo France
Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne
Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan
Direction départementale des territoires et de la mer des Côtes d'Armor
Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère
Direction départementale des territoires et de la mer d'Ille et Vilaine
Direction départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité
Direction départementale de la protection des populations
Délégation départementale du Morbihan de l'Agence Régionale de Santé
Unité départementale de la DREAL
Office Français pour la Biodiversité
Direction de la Sécurité Publique
Gendarmerie
Service Départemental d'Incendie et de Secours du Morbihan
Agence de l'eau Loire-Bretagne
Direction régionale du BRGM
Collectivités
Conseil Régional de Bretagne
Conseil Départemental
Eau du Morbihan (EDM)
Golfe du Morbihan Vannes Agglomération (GMVA)
Lorient Agglomération
EPTB Vilaine
Auray Quiberon Terre Atlantique (AQTA)
Association des Maires de France
Commissions locale de l'eau des SAGE Blavet Scorff Ellé, Isole, Laïta
Commission locale de l'eau du SAGE GMRE
Commission locale de l'eau du SAGE Vilaine
Syndicat mixte de la Ria d'Etel
Syndicat mixte du Grand Bassin de l'Oust
Syndicat mixte de la Vallée du Blavet
Usagers
Chambre d'agriculture du Morbihan
Chambre des métiers
Chambres du commerce et de l'industrie
Association Bretonne des Entreprises Agro-alimentaires
syndicat agricole et de la profession agricole : confédération paysanne
syndicat agricole et de la profession agricole : coordination paysanne
syndicat agricole et de la profession agricole : FDSEA
syndicat agricole et de la profession agricole : Jeunes agriculteurs
Fédération de pêche du Morbihan
Syndicat de la Truite d'élevage de Bretagne
Eau et Rivières de Bretagne
UFC Que choisir

Annexe 6 : liste des communes par zone de gestion

COMMUNES	ZONES DE GESTION	COMMUNES	ZONES DE GESTION
ALLAIRE	oust et Vilaine	COURNON	oust
AMBON	littoral	CREDIN	oust_amont
ARRADON	littoral	CREDIN	evel
ARZAL	littoral	CRUGUEL	oust
ARZAL	vilaine	DAMGAN	littoral
ARZON	littoral	ELVEN	littoral
AUGAN	aff	ELVEN	oust
AURAY	littoral	ERDEVEN	littoral
BADEN	littoral	ETEL	littoral
BANGOR	iles	EVELLYS	evel
BAUD	evel	EVRIQUET	yvel_ninian
BEGANNE	vilaine	FEREL	vilaine
BEIGNON	aff	FORGES DE LANOUEE	oust_amont
BELZ	littoral	FORGES DE LANOUEE	yvel_ninian
BERNE	elle	FORGES DE LANOUEE	oust
BERNE	scorff	GAVRES	littoral
BERRIC	littoral	GESTEL	scorff
BIGNAN	evel	GOURHEL	yvel_ninian
BIGNAN	oust	GOURIN	elle
BILLIERS	vilaine	GRAND-CHAMP	littoral
BILLIERS	littoral	GROIX	iles
BILLIO	oust	GUEGON	oust
BOHAL	oust	GUEHENNO	oust
BONO	littoral	GUeltas	evel
BRANDERION	littoral	GUeltas	oust_amont
BRANDIVY	littoral	GUemene-sur-scorff	scorff
BRECH	littoral	GUENIN	evel
BREHAN	oust_amont	GUER	aff
BRIGNAC	yvel_ninian	GUERN	sarre
BUBRY	scorff	GUIDEL	scorff
BUBRY	sarre	GUIDEL	littoral
BULEON	oust	GUILLAC	yvel_ninian
CADEN	vilaine	GUILLAC	oust
CALAN	scorff	GUILLIERS	yvel_ninian
CALAN	sarre	GUISCRIFF	elle
CAMOEL	vilaine	HELLEAN	yvel_ninian
CAMORS	evel	HENNEBONT	sarre
CAMORS	littoral	HENNEBONT	evel
CAMPENEAC	yvel_ninian	HEDIC	iles
CAMPENEAC	aff	ILE-AUX-MOINES	littoral
CARENTOIR	aff	ILE-D'ARZ	littoral
CARNAC	littoral	ILE-D'HOUAT	iles
CARO	Oust	INGUINIEL	sarre
CAUDAN	scorff	INGUINIEL	scorff
CAUDAN	sarre	INZINZAC-LOCHRIST	sarre
CLEGUER	sarre	JOSSELIN	oust
CLEGUER	scorff	KERFOURN	evel
CLEGUEREC	sarre	KERGRIST	evel
COLPO	Littoral et Oust	KERNASCLEDEN	scorff
CONCORET	yvel_ninian	KERVIGNAC	littoral

COMMUNES	ZONES DE GESTION	COMMUNES	ZONES DE GESTION
LA CHAPELLE-NEUVE	evel	LOCQUeltas	littoral
LA CROIX-HELLEAN	oust	LORIENT	littoral
LA CROIX-HELLEAN	yvel_ninian	LORIENT	scorff
LA GACILLY	aff	LOYAT	yvel_ninian
LA GACILLY	oust	MALANSAC	oust
LA GREE-SAINT-LAURENT	yvel_ninian	MALESTROIT	oust
LA ROCHE-BERNARD	vilaine	MALGUENAC	sarre
LA TRINITE-PORHOET	yvel_ninian	MARZAN	vilaine
LA TRINITE-SUR-MER	littoral	MAURON	yvel_ninian
LA TRINITE-SURZUR	littoral	MELRAND	sarre
LA VRAIE-CROIX	oust	MENEAC	yvel_ninian
LA VRAIE-CROIX	littoral	MERLEVENEZ	littoral
LANDAUL	littoral	MESLAN	scorff
LANDEVANT	littoral	MESLAN	elle
LANESTER	scorff	MEUCON	littoral
LANESTER	sarre	MISSIRIAC	oust
LANGOELAN	scorff	MOHON	yvel_ninian
LANGONNET	elle	MOLAC	oust
LANGUIDIC	evel	MONTENEUF	aff
LANGUIDIC	littoral	MONTERBLANC	oust
LANTILLAC	oust	MONTERBLANC	littoral
LANVAUDAN	sarre	MONTERTELOT	oust
LANVENEGEN	elle	MOREAC	oust
LARMOR-BADEN	littoral	MOREAC	evel
LARMOR-PLAGE	littoral	MOUSTOIR-AC	oust
LARRE	oust	MOUSTOIR-AC	evel
LAUZACH	littoral	MUZILLAC	vilaine
LE COURS	oust	MUZILLAC	littoral
LE CROISTY	scorff	NEANT-SUR-YVEL	yvel_ninian
LE CROISTY	elle	NEULLIAC	evel
LE FAOUE	elle	NIVILLAC	vilaine
LE GUERNO	littoral	NOSTANG	littoral
LE GUERNO	vilaine	NOYAL-MUZILLAC	littoral
LE HEZO	littoral	NOYAL-PONTIVY	evel
LE PALAIS	iles	PEAULE	vilaine
LE SAINT	elle	PEILLAC	oust
LE SOURN	sarre	PENESTIN	vilaine
LE TOUR-DU-PARC	littoral	PERSQUEN	scorff
LES FOUGERETS	oust	PLAUDREN	littoral
LIGNOL	scorff	PLAUDREN	oust
LIMERZEL	vilaine	PLESCOP	littoral
LIZIO	oust	PLEUCADEUC	oust
LOCMALO	sarre	PLEUGRIFFET	oust_amont
LOCMALO	scorff	PLEUGRIFFET	oust
LOCMARIA	iles	PLOEMEL	littoral
LOCMARIA-GRAND-CHAMP	littoral	PLOEMEUR	littoral
LOCMARIAQUER	littoral	PLOERDUT	elle
LOCMINE	evel	PLOERDUT	scorff
LOCMIQUELIC	littoral	PLOEREN	littoral
LOCMIQUELIC	evel	PLOERMEL	oust
LOCOAL-MENDON	littoral	PLOERMEL	yvel_ninian

COMMUNES	ZONES DE GESTION	COMMUNES	ZONES DE GESTION
PLOUAY	sarre	SAINT-GERAND-CROIXANVEC	oust_amont
PLOUAY	scorff	PLOURAY	elle
PLOUGOUMELEN	littoral	PLUHERLIN	oust
PLOUHARNEL	littoral	PLUMELEC	oust
PLOUHINEC	littoral	PLUMELIAU-BIEUZY	sarre
PLOURAY	elle	PLUMELIAU-BIEUZY	evel
PLUHERLIN	oust	PLUMELIN	evel
PLUMELEC	oust	PLUMERGAT	littoral
PLUMELIAU-BIEUZY	sarre	PLUNERET	littoral
PLUMELIAU-BIEUZY	evel	PLUVIGNER	littoral
PLUMELIN	evel	PONT-SCORFF	scorff
PLUMERGAT	littoral	PONTIVY	sarre
PLUNERET	littoral	PONTIVY	evel
PLUVIGNER	littoral	PORCARO	aff
PONT-SCORFF	scorff	PORT-LOUIS	littoral
PONTIVY	sarre	PRIZIAC	elle
PONTIVY	evel	QUESTEMBERG	oust
PORCARO	aff	QUESTEMBERG	vilaine
PORT-LOUIS	littoral	QUESTEMBERG	littoral
PRIZIAC	elle	QUEVEN	littoral
QUESTEMBERG	oust	QUEVEN	scorff
QUESTEMBERG	vilaine	QUIBERON	littoral
QUESTEMBERG	littoral	QUISTINIC	sarre
QUEVEN	littoral	RADENAC	oust
QUEVEN	scorff	RADENAC	evel
QUIBERON	littoral	REGUINY	evel
QUISTINIC	sarre	REMINIAC	aff
RADENAC	oust	REMINIAC	oust
RADENAC	evel	RIANTEC	evel
REGUINY	evel	RIANTEC	littoral
REMINIAC	aff	RIEUX	vilaine
REMINIAC	oust	ROCHEFORT-EN-TERRE	oust
RIANTEC	evel	ROHAN	oust_amont
RIANTEC	littoral	ROUDOUALLEC	elle
RIEUX	vilaine	RUFFIAC	aff
ROCHEFORT-EN-TERRE	oust	RUFFIAC	oust
ROHAN	oust_amont	SAINT-ABRAHAM	oust
ROUDOUALLEC	elle	SAINT-AIGNAN	sarre
RUFFIAC	aff	SAINT-ALLOUESTRE	evel
RUFFIAC	oust	SAINT-ALLOUESTRE	oust
SAINT-ABRAHAM	oust	SAINT-ARMEL	littoral
SAINT-AIGNAN	sarre	SAINT-AVE	littoral
SAINT-ALLOUESTRE	evel	SAINT-BARTHELEMY	evel
SAINT-ALLOUESTRE	oust	SAINT-BRIEUC-DE-MAURON	yvel_ninian
SAINT-ARMEL	littoral	SAINT-CARADEC-TREGOMEL	scorff
SAINT-AVE	littoral	SAINT-CONGARD	oust
SAINT-BARTHELEMY	evel	SAINT-DOLAY	vilaine
SAINT-BRIEUC-DE-MAURON	yvel_ninian	SAINT-GERAND-CROIXANVEC	oust_amont
SAINT-CARADEC-TREGOMEL	scorff	SAINT-GERAND-CROIXANVEC	evel
SAINT-CONGARD	oust	SAINT-GILDAS-DE-RHUYS	littoral
SAINT-DOLAY	vilaine	SAINT-GONNERY	evel

COMMUNES**ZONES DE GESTION**

SAINT-GONNERY	oust_ament
SAINT-GORGON	oust
SAINT-GORGON	vilaine
SAINT-GRAVE	oust
SAINT-GUYOMARD	oust
SAINT-JACUT-LES-PINS	oust
SAINT-JEAN-BREVELAY	oust
SAINT-JEAN-LA-POTERIE	vilaine
SAINT-JEAN-LA-POTERIE	oust
SAINT-LAURENT-SUR-OUST	oust
SAINT-LERY	yvel_ninian
SAINT-MALO-DE-BEIGNON	aff
SAINT-MALO-DES-TROIS-FONTAINES	yvel_ninian
SAINT-MARCEL	oust
SAINT-MARTIN-SUR-OUST	oust
SAINT-NICOLAS-DU-TERTRE	aff
SAINT-NOLFF	oust
SAINT-NOLFF	littoral
SAINT-PERREUX	oust
SAINT-PHILIBERT	littoral
SAINT-PIERRE-QUIBERON	littoral
SAINT-SERVANT	oust
SAINT-THURIAU	evel
SAINT-TUGDUAL	elle
SAINT-VINCENT-SUR-OUST	oust
SAINTE-ANNE-D'AURAY	littoral
SAINTE-BRIGITTE	sarre
SAINTE-HELENE	littoral
SARZEAU	littoral
SAUZON	iles
SEGLIEN	scorff
SEGLIEN	sarre
SENE	littoral
SERENT	oust
SILFIAC	sarre
SULNIAC	littoral
SURZUR	littoral
TAUPONT	yvel_ninian
THEHILLAC	vilaine
THEIX-NOYALO	littoral
TREAL	aff
TREDION	oust
TREFFLEAN	littoral
TREHORENTEUC	yvel_ninian
VAL D'OUST	oust
VANNES	littoral
SAINT-GORGON	Vilaine, oust
SAINT-GRAVE	oust
SAINT-GUYOMARD	oust
SAINT-JACUT-LES-PINS	oust

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation

LE PRÉFET DU MORBIHAN
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L631-7 et suivants,

VU le décret du 19 mai 2021, nommant Monsieur Joël MATHURIN, préfet du Morbihan,

VU la demande du maire de Lorient en date du 2 février 2022,

Considérant que le régime des demandes d'autorisation préalable au changement d'usage peut être étendu, par décision du représentant de l'État dans le département, aux maires des communes qui en font la demande,

Considérant que la multiplication des locations saisonnières de logements pour des séjours de courte durée transformant la destination de locaux à usage d'habitation, est de nature à aggraver la pénurie de logements sur le marché de logements locatifs résidentiels de Lorient,

Considérant qu'il convient de réguler ces changements d'usage dans l'objectif de préserver la fonction résidentielle de la commune Lorient,

SUR la proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Sur le territoire de la commune de Lorient, est instaurée, à compter de la signature du présent arrêté, la procédure d'autorisation de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation prévue par les articles L631-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le 21 mars 2022

Le préfet,

Joël MATHURIN

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte – 35044 Rennes cedex, ou via l'application de télérecours citoyen accessible par le site: www.telerecours.fr. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet du Morbihan. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU MORBIHAN**

Arrêté relatif au régime de fermeture exceptionnelle au public des services de publicité foncière de Lorient

L'Administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques du Morbihan ;

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements;

Vu le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la Direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-208 du 20 février 2009 modifié relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

Vu le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la Direction départementale du Morbihan ;

Vu le décret du 16 octobre 2020 portant nomination de M. Philippe Merle, administrateur général des finances publiques, en qualité de directeur départemental des finances publiques du Morbihan ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques du Morbihan ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

Les services de publicité foncière de Lorient 1, Lorient 2 et Lorient 3 seront fermés à titre exceptionnel du 03 au 09 mai inclus.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Morbihan et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Fait à Vannes, le 15 mars 2022

L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques du Morbihan

Philippe Merle